

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

JEUDI 28 FEVRIER 1980 — No 40 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

Entretien télévisé de d'Estaing

LES ILLUSIONS DE LA DETENTE



La politique internationale du pays, ce n'est pas l'affaire des Français, ce n'est pas notre affaire. Giscard nous l'avait déjà dit, lors de ses vœux télévisés le 31 décembre dernier, en nous demandant de «faire confiance» au «sang froid» des «hommes responsables». Il l'a répété mardi soir, sur TF-1, avec cet air condescendant qu'on lui connaît bien, et chaque question un peu précise n'a eu pour seule réponse que des généralités, quand ce n'est pas un refus pur et simple de se prononcer. Pour Giscard «il serait très léger de prendre une position dans ce qui n'est qu'une simple conversation». Merci pour nous. D'ailleurs, et cela a été dit, le président ne s'adressait pas aux «spécialistes», mais «aux Français, qui travaillent toute la journée» et qui veulent avoir des «réponses simples» à leurs interrogations. Comme un professeur avec sa carte du monde accroché au tableau, pour le décor, Giscard a donc daigné nous expliquer ce qu'était la politique internationale de la France.

Contrairement à ce que l'on avait pu entendre le 31 décembre dernier, le ton n'était d'ailleurs plus à la dramatisation. Les «risques de guerre» évoqués alors n'étaient plus de mise mardi soir, et les propos se voulaient rassurants, comme s'ils s'agissait de valoriser l'action internationale de la France, dont l'indépendance et la recherche d'une voie propre constituerait dans le monde un élément déterminant de stabilité. Mais qu'est-ce donc qui a changé deux mois jour pour jour après l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, qu'à donc fait Giscard ?

Suite page 4

Malgré la présence soviétique en Afghanistan et les mouvements US vers le Golfe, Giscard entretient les illusions de la «détente».

Afghanistan : les émeutes de Kaboul ont montré la faiblesse du pouvoir

Lire page 6

Contre les lois racistes

Nantes : les étudiants préparent la coordination nationale de Rouen

Lire page 7

Zimbabwe : élection des 80 représentants des électeurs noirs au parlement

Élections des 80 représentants des électeurs noirs au Parlement ce mercredi 27 février, puis jeudi 28 et vendredi 29, trois millions d'électeurs noirs sont appelés à élire leurs représentants. Ces élections s'accompagnent d'un déploiement militaire très important, automitrailleuses et canons aux carrefours, avec le rappel de 60 000 réservistes blancs qui viennent renforcer le dispositif policier. Robert Mugabe, chef de la ZANU-FP, dénonce cette «manœuvre injustifiée», cette «intimidation» et demande le retrait immédiat de ces troupes. Pour la première fois, au Zimbabwe, la majorité noire pourra élire ses propres représentants...

Lire en page 8 notre dossier : Nouveaux risques de guerre en Afrique australe

Commission d'enquête de l'ONU

Les victimes de la Savak témoignent

C'est dans un petit bâtiment des Nations Unies que les cinq membres de la commission d'enquête sur le régime du shah ont commencé à enregistrer les témoignages de tortures pratiquées par la Savak. Ces premiers récits de jeunes gens, de jeunes femmes, d'adultes constituent autant de preuves du caractère sanguinaire et impitoyablement répressif du régime du shah. Porteurs de portraits d'enfants torturés à mort par la Savak, des témoins ont pu faire le récit de ce qu'ils ont enduré sous le shah. Leurs témoignages constituent à eux-seuls un terrible réquisitoire contre le shah, et les atrocités de son régime. C'est cinquante personnes qui ont pu ainsi commencer à témoigner sur les

crimes du shah. Dans le même temps où l'audition de ces martyrs s'effectuait, une manifestation à l'extérieur du bâtiment scandait des slogans tels que «nous voulons que le shah soit extradé». Par ailleurs, la commission des Nations Unies s'est faite remettre des rapports d'Amnesty International, de la Croix Rouge et de la Ligue des droits de l'homme. Quant aux étudiants iraniens présents à l'ambassade US, ils ont proposé que la commission puisse rencontrer des otages.

Une centaine d'autres torturés par la Savak, qui se sont rendus au bâtiment des Nations Unies à Téhéran, n'ont pas été admis à rencontrer les membres de la commission.

Roubaix : sans conteste l'une des capitales du textile de notre pays. Ici, dans des usines du siècle dernier travaillent plusieurs milliers d'ouvriers et ouvrières du textile. Coton et surtout laine. Mais aussi tapis, confection et vente par correspondance, ce secteur commercial bâti sur les capitaux du textile.

Concentration et restructuration : ce mouvement affecte l'industrie textile depuis maintenant plus de quinze années (1966 : constitution du groupe Prouvost-Masurel). Aujourd'hui, une nouvelle phase est engagée dans le prolongement de cette inexorable hémorragie des emplois textiles qui aura caractérisé la période antérieure : 48 000 emplois textiles supprimés dans l'arrondissement de Lille-Roubaix-Tourcoing, entre 1962 et 1978...

Désormais, le patronat textile semble pressé d'en finir. Et tandis qu'il cherche à pratiquer la mise à mort brutale d'usines entières, le voici qui généralise une nouvelle organisation du travail pour rentabiliser à fond les unités restantes. Bas salaires, mutations autoritaires, et licenciements déguisés, élévation constante des cadences et intensification des rythmes de travail, taux d'accidents élevés, intimidation et répression, mise en place du système des polyvalents en déracinant les ouvriers de leur atelier pour en faire des «hommes à tout faire» : cette politique porte un nom, Prouvost-Masurel.

3 500 hommes et femmes la subissent quotidiennement, dans cette gigantesque usine qu'est la Lainière de Roubaix. Nous avons voulu commencer ce reportage en vous parlant d'eux. Le mieux, n'est-ce pas, était de leur donner la parole.

Roubaix : la chronique noire du textile (1)

Au coeur de l'empire Prouvost-Masurel, cette forteresse nommée Lainière de Roubaix

Interview de la section CFDT de la Lainière de Roubaix

Réalisée par Remi DAINVILLE

Aujourd'hui, jeudi 21 février 1980, se tient un Comité central d'entreprise du groupe Prouvost-Masurel. Fermetures d'ateliers, transfert des fabrications, licenciements, mutations : de sombres nuages s'amoncellent sur la tête des travailleurs. A la Lainière de Roubaix les militants syndicaux sont sur la brèche : ils savent qu'à nouveau il faudra faire face puisque, de son côté, le patronat part à l'attaque.

Nous avons rencontré la section CFDT qui a bien voulu faire le point sur la situation actuelle. Les responsables de la CGT n'ont pu, en raison de la tenue du CCE et de multiples tâches, nous recevoir. Ils exprimeront leur point de vue ultérieurement.

Alors ce CCE ? Y a-t-il été question de la fusion des 3 holdings Prouvost SA, Prouvost-Lefèvre et Lainière de Roubaix ? Cela aura-t-il des répercussions sur l'emploi ?

Pour le moment, il s'agit encore d'un projet. Ils en sont au stade des études et cela n'a rien d'immédiat. La raison de ce regroupement est sans doute essentiellement financière, c'est lié à la politique de concentration des capitaux. D'un côté, le regroupement du peignage, du négoce, de la filature, du tissage, va entraîner certainement les fusions des services de vente et d'achat. Au niveau administratif déjà, la direction pourra être amenée à considérer qu'il y a des emplois «en trop». Il faudra voir ça de près et être vigilant. Mais cela ne se réalisera sans doute pas avant la fin 1980.

TRANSFERTS ET MUTATIONS

L'autre nom du CCE par contre est confirmé : la filature de la Chaussée Pierre Curie à Tourcoing est fermée, et 170 emplois sont supprimés ?

Globalement, ils veulent faire le transfert d'une partie de la fabrication, celle des fils écrus à Tourcoing et d'une autre partie, celle des fils teints, à Roubaix. Ceux de Tourcoing seront-ils reclassés ? Il faut dire que la direction annonce que les filatures devront réduire leur capacité de production de 7 à 8 tonnes par jour. Cela veut dire clairement que les gens de Pierre Curie ne seront pas reclassés. D'ailleurs, pour nous, il y a une référence ; c'est l'histoire des licenciements à Fourmies et à Toucoing, déjà, l'an dernier. L'an dernier, ils ont déjà supprimé 170 emplois à Tourcoing dont 70 en équipes de nuit. On nous a dit alors : «Ils seront reclassés à Roubaix». En fait, 7 travailleurs seulement ont été réemployés, le reste a été

viré. De l'usine de Fourmies, il n'y a eu que deux travailleurs repris à Roubaix et tous les autres, 200 environ sont restés dans la nature.

Pour nous ça ne fait pas de doute que le même scénario va se reproduire avec Pierre Curie. C'est d'ailleurs lié avec la politique actuelle de mutations pratiquée par la direction. Il y a baisse d'activité, la direction dit alors à un ouvrier : «Il n'y a plus de travail dans ton secteur, on te propose un autre poste». Mais seulement, comme cette mutation entraîne une déqualification, le gars refuse. Alors, il est licencié pour «raison structurelle ou conjoncturelle...». Bref, cela n'a rien d'économique et le CE n'est même pas saisi du problème ! Dans les derniers mois, il y a eu ainsi 30 «départs pour refus de

transfert il y a perte d'emplois. Il faut savoir que pour bénéficier d'une telle exonération de la taxe professionnelle, il faut soit créer une nouvelle entreprise, soit reprendre une entreprise en difficulté, soit enfin opposer un transfert avec un investissement à l'appui et sans perte d'emplois. Ce n'est pas le cas pour la venue de Lepoutre, alors ils vont essayer de tourner le problème par le biais juridique en créant une nouvelle société. Après, les patrons n'auront plus qu'à dire qu'il s'agit de la création d'une nouvelle société et non plus d'un transfert. Bref, ils sont exonérés de la taxe professionnelle et ils liquident un paquet d'emplois. Actuellement, à l'usine Lepoutre, à Halluin, il y a 180 personnes dont 150 ouvriers environ. Quand on proposera à ces travailleurs de venir à Wattrelos, un

100 broches par travailleuse et la direction parle de passer à 200 broches avec une nouvelle machine. Cette machine place le fil en tête du fuseau, donc l'ouvrière a des gestes en moins à faire pour prendre le fil, mais sa charge de travail s'est accrue du fait que le rythme est plus rapide. Au peignage, la direction a introduit de nouvelles peigneuses de chez Amédée-Prouvost. Là encore, les travailleurs se retrouvent avec des cadences plus fortes et un rythme de travail plus élevé. La direction cherche la rentabilité maximum : le vaporetage est au rez-de-chaussée et le pelotonnage au 5ème ; alors les patrons disent : «Si on place tout dans une même salle, on pourra supprimer des opérations de manutention»...

Résultat : avant il y avait une ouvrière par superbe (tapis rou-

polyvalents ! Avant, par exemple, pour une nouvelle technique dans la fabrication d'un fil de tel diamètre, on avait autant de montures sur huit heures ; ça représentait autant de bons hommes et on arrivait alors à savoir dans une salle 10 bons hommes et demi, ce chiffre était alors arrondi à 11. Avant, avec des gros fils, les gars cavalent un peu plus tandis qu'avec du fil fin il y avait un peu moins de démontage. Aujourd'hui ça a changé : ce qui est considéré comme «main-d'œuvre en trop» on l'envoie ailleurs. On te retire de ton atelier et comme ça on t'envoie un jour à la filature anglaise, un autre jour à la filature 51. Bref, avec un personnel minime et sans embauche, la direction fait tourner l'usine... Comme il y a toujours un ou deux malades par salle, ils arrivent à compenser les absences avec des gars qu'ils déplacent des autres salles. Avant, il fallait un nombre de personnes employées supérieur au nombre de travailleurs réellement nécessaire pour la production, pour tenir compte des 18 % constants d'absence. L'ancienne direction disait souvent : si tous les malades reprennent le travail en même temps, on n'aurait pas de machine à leur donner. Maintenant, ils ont tourné la difficulté : avec la nouvelle technique d'organisation du travail ils comblent les trous par des polyvalents sous le prétexte de ce qu'ils appellent des «trop pleins» de main-d'œuvre dans les salles.

Ce système révolte profondément les travailleurs qui ne peuvent l'accepter, car il touche vraiment de trop près leurs conditions de travail. Les ouvriers ont leur machine, c'est leur machine et ils y sont attachés : des fois on n'est pas content quand le gars du poste précédent n'a pas tout bien laissé propre. Au casse-croûte, on se retrouve toujours avec les mêmes personnes, il y a des liens d'amitié qui se créent. Tout ça c'est en train d'être liquidé. Vraiment c'est quelque chose que les travailleurs n'accepteront jamais. Et pour nous, délégués, comme il y a 3 500 ouvriers et qu'on en cherche un, on est obligé de tourner dans tous les sens. La Lainière de Roubaix c'est 35 hectares au sol plus les étages. Une fois, j'ai mis deux jours à retrouver un gars.



mutation». La Filterie Cotée est principalement concernée mais on peut dire que tous les postes sont touchés par cette mesure.

CONTRE L'EMPLOI

En ce qui concerne le tissage, la direction va transférer une partie de l'activité chez Auguste Lepoutre, qui va quitter Halluin et venir s'installer à la Martinoire, (zone industrielle de Wattrelos, non loin de la Lainière), les locaux sont en cours d'aménagement et la direction va proposer à une quarantaine de personnes d'ici d'aller travailler chez Lepoutre. Le but est de rassembler l'activité au sein d'un même établissement. Ils ont demandé une exonération de la taxe professionnelle à la municipalité de Wattrelos, mais cette taxe serait refusée par la structure départementale parce qu'au cours du

certain nombre va refuser. C'est normal : ceux qui habitent Halluin ou Comines ne voudront pas venir jusqu'ici. Alors, comme dans tous les transferts ont va perdre des plumes, les patrons le savent et ils tablent bien là-dessus.

RENTABILITE MAXIMUM

► Qu'en est-il des conditions de travail chez Prouvost-Masurel, surtout dans la période actuelle où on assiste à de nouvelles mesures de restructuration ?

Les conditions de travail s'aggravent constamment et particulièrement, c'est compréhensible, là où il y a restructuration : atelier de peignage, de filature. Par exemple, auparavant, une ouvrière avait 70 broches à surveiller, maintenant on en est à

lant entraînant la laisse dans un caisson à vapeur pour la faire gonfler avant son passage à la pelotonneuse) et une ouvrière par pelotonneuse. Maintenant, il y a une ouvrière par pelotonneuse et une pour trois superbas. Ce qui fait une suppression de deux postes de travail sur six... C'est la loi de la rentabilisation maximum. Autre chose : avant, les pelotonneuses faisaient 400 kilos de pelote par jour. Maintenant, un système automatique est en cours d'introduction pour élever la production de 600 à 800 kilos par jour. On en est déjà à la phase des essais sur diverses machines.

METIER : POLYVALENT

Avant on avait des travailleurs qui étaient rattacheurs, démonstrateurs, soigneurs (pour surveiller les fils), maintenant il y a des...

(A suivre)

Médecins-Caisses maladie :

Désaccord sur le blocage des dépenses

Aucun accord n'a été conclu entre les Caisses d'Assurance Maladie et les syndicats de médecins. Rendez-vous a été pris pour le 4 mars. Les Caisses d'Assurance Maladie semblent avoir abandonné, au moins officiellement leur projet de médecine à 3 étages. Mais la négociation reste bloquée sur le problème de fond : le blocage des dépenses de santé.

Le projet initial de convention proposait la mise en place de 3 secteurs.

Cette convention visait à développer officiellement 2 secteurs. Une médecine conventionnée et dont les soins, examens etc. sont couverts par la Sécurité Sociale, mais sans grands moyens techniques du fait du blocage des dépenses de santé : une médecine 2e classe. Le deuxième secteur serait réservé à ceux qui peuvent payer des examens,

des spécialistes et des soins coûteux : médecine 1er classe. Ce secteur pourrait regrouper 30 % de médecins.

Il semble que la direction des caisses ait fait machine arrière par rapport à ce projet.

Les responsables des syndicats de médecins se sont élevés contre cette convention. Ils se disent prêts à étudier un système de dépassement des tarifs conventionnés et «une régulation concertée des dépenses de santé».

pas dépasser sous peine de sanctions.

Déjà 15 % de médecins conventionnés dépassent le tarif, la différence étant bien sûr à la charge du patient. Il faudrait savoir ce que les syndicats de médecins entendent par «régulation concertée».

En tout état de cause les présidents des caisses et le gouvernement entendent bien bloquer l'augmentation des dépenses de santé à l'équivalent des recettes. Les dépenses avaient progressé l'an dernier de 17,5 %, le gouvernement veut les ramener à 11,8 %. Cette mesure serait appliquée en imposant à chaque médecin, au niveau d'un département, une somme totale à ne

pas dépasser sous peine de sanctions.

On sait qu'il devient de plus en plus difficile d'obtenir des arrêts maladie et que certains examens ou soins nécessitant un matériel plus sophistiqué sont de moins en moins prescrits.

La nouvelle convention qui sera issue de ces négociations risque de porter une atteinte grave au droit Ce qui se passe en ce moment dans ces négociations feutrées risque d'avoir des conséquences très graves. Le droit à se soigner a été arraché de haute lutte contre les patrons, il doit être maintenu.

Léon CLADEL

Editorial

La politique des déclarations conjointes

Deux mois jour pour jour après l'entrée massive des troupes soviétiques en Afghanistan, et à un moment où la population de Kaboul et des autres villes manifeste sa volonté de lutte contre l'occupant, Giscard conversait devant les caméras sur la situation internationale. C'était là l'occasion de tirer un premier bilan des actions entreprises par le gouvernement français au lendemain de l'agression soviétique, et c'était l'occasion de mieux situer la politique française à un moment où s'accroissent les contradictions entre les deux superpuissances.

A sa manière, le président de la République a répondu à ces deux interrogations majeures. Il l'a fait vite, presque au détour d'une phrase, concernant l'Afghanistan. Mais comment aurait-il pu en être autrement, au regard de ce qu'a fait concrètement le gouvernement français ? A la «politique de l'estrange» — ni efficace, ni conséquente —, Giscard préfère la politique des déclarations. Certes, Giscard l'a répété, la France condamne l'agression soviétique, et «exige» le retrait du corps expéditionnaire russe. Certes, Giscard l'a dit aussi, la France a voté la résolution de l'ONU, elle a établi une déclaration conjointe avec l'Inde, et une autre avec la CEE. Certes, le ministre des Affaires étrangères s'est entretenu avec un dirigeant de second ordre, et des notes ont été échangées entre Paris et Moscou.

Mais encore ? Mais concrètement ? Qu'a fait le gouvernement français qui puisse aider à ce que les troupes soviétiques se retirent d'Afghanistan ? Qu'a-t-il fait qui puisse apparaître comme un signe de fermeté face à l'avancée soviétique ? Giscard est resté muet là dessus, et pour cause : il n'a rien fait. Il ne s'agit évidemment pas de nier les velléités de prise de position communes aux pays européens, ni celles d'un dialogue avec certains pays non-alignés. Mais les velléités ne sont pas des actes, et le consensus n'est pas un signe de progrès quand il consiste à adopter comme dénominateur commun les positions les plus conciliatrices.

A défaut de nous expliquer des faits, Giscard nous a expliqué pourquoi ceux-ci n'existaient pas. Si la France n'a engagé aucune action concrète, c'est au nom de la «détente», ce maître-mot qui sert à voiler les compromissions et les hésitations de la bourgeoisie française. Les soviétiques ont rompu les principes de la détente ? Surtout ne tombons pas dans le piège qui consisterait à riposter, sous peine de voir la «détente», cette «garantie de la paix», disparaître. N'est-il pas significatif, à ce propos, d'entendre Giscard évoquer cette «détente» en citant ses propos tenus à Moscou, il y a quelques années ?

Le président de la République peut bien disserter sur les «solidarités» de la France, il peut bien jouer sur les mots en parlant de «la voix» et de «la voie» française, il peut bien exalter le consensus de la plupart des forces politiques bourgeoises autour de sa politique, les réalités, elles, demeurent : c'est sous le couvert de la «détente» que les superpuissances préparent la guerre, c'est en criant très haut sa volonté de «détente» que Brejnev a envoyé ses troupes agresser le peuple afghan.

Nicolas DUVALLOIS

Les élèves-infirmières de Grenoble : faire aboutir leurs revendications

Une lettre sous forme de motion a été envoyée à tous les membres du conseil d'administration de l'hôpital Nord de Grenoble. La motion est la suivante :

Les élèves-infirmières des écoles de Grenoble aux membres du conseil d'administration du CHR de Grenoble.

Dans le cadre du conseil d'administration du 28 février sur la question du dossier supplémentaire, nous demandons au CE de prendre position par rapport à nos revendications :

- Les élèves-infirmières réunies le 20 février à 13 h, demandent aux membres du CA de prendre position par rapport à leurs revendications et la faire aboutir.
- Nous leur demandons de voter cette motion, revendication par revendication,

et de la voter aussi entièrement, ces revendications sont :

- Paiement des stages à temps plein pour les élèves de première et de deuxième année, au tarif du SMIC.

- Le remboursement de tous les frais occasionnés par les stages et les études (frais de transport, de matériel, etc.)

- La validation de nos modules même en cas de congés maternité et maladie, dépassant 30 jours.

- La possibilité de récupérer ces stages au cours de nos études.

Pourquoi ces revendications ? Nous estimons qu'en tant qu'élèves-infirmières nous faisons des soins rentables et utiles que nous perfectionnons tout au long de notre formation. De plus le stage à temps plein de fin

de première année se passe à un moment où dans les services il y a un manque de personnel énorme en service, c'est-à-dire au mois de juillet pour les élèves-infirmières au stage de première année ; ce qui fait que les élèves-infirmières sont objectivement utilisées comme bouche-trous. Pour ce qui est de la première année, c'est une équipe de 100 personnes environ qui fera un travail de nursing et pour la deuxième année, une autre équipe qui fera des soins encore plus sophistiqués, une équipe de 70

personnes environ. Ce sont des soins rentables.

C'est pourquoi, nous jugeons inacceptable de faire un stage à temps plein et des stages tout au long de l'année sans salaires, car tout travail mérite salaire. Nous tenons à informer

les membres du CA qu'en cas de non satisfaction de nos revendications, nous agirons afin de les faire aboutir.

Une délégation d'élèves sera présente le jour du conseil d'administration. Les élèves-infirmières de Grenoble sont soutenues par leurs sections syndicales de la Tronche. (Nous vous informons que la présente motion a été envoyée à tous les quotidiens nationaux, ainsi qu'aux journaux syndicaux.) Nous avons l'intention d'informer aussi largement la population grenobloise et le personnel soignant de nos revendications. Nous envisageons d'informer le directeur de l'hôpital de Grenoble ainsi que M. Dubedout, maire de Grenoble et différentes personnalités.

Correspondant GRENOBLE

Sans papiers

Un des grévistes de la faim hospitalisé

Samedi, le plus âgé des travailleurs turcs qui font la grève de la faim pour obtenir la régularisation de leur situation, a dû être hospitalisé. Mais les 16 autres poursuivent la grève dans une église du 18e arrondissement.

Stoléro propose de ne régulariser que les travailleurs entrés en France avant 1975 qui présentent un contrat de travail. Or, par définition les travailleurs clandestins n'ont pas de contrat !... Les travailleurs clandestins poursuivent leur lutte et se syndiquent de plus en plus nombreux à la CFDT. Dimanche 2 mars à 16 heures a lieu un gala de soutien à la Mutualité avec deux des plus grands chanteurs turcs.

22 000 soldats d'Afrique du Sud prêts à intervenir au Zimbabwe

Tandis que les élections commencent ce mercredi et ce jeudi au Zimbabwe, le gouvernement raciste de l'Afrique du Sud voisine a clairement déclaré son opposition à l'arrivée au pouvoir de la formation que dirige Mugabe : la ZANU. L'Afrique du Sud prétend que cela constituerait une menace pour elle-même et en conséquence, elle s'arroge le droit d'intervenir militairement au Zimbabwe.

Selon un journal zambien, 22 000 soldats d'Afrique du Sud, fortement armés, sont concentrés à la frontière du Zimbabwe, prêts à intervenir et à envahir le pays.

Déjà le ministre des Affaires étrangères du Nigéria a déclaré que «le Nigéria ne restera pas inactif si l'Afrique du Sud intervient militairement au Zimbabwe».

Mercredi soir, 50 artistes donnent un gala pour Sak Harou

Trois heures de concert avec la présence de 50 artistes du monde du spectacle a lieu ce mercredi soir à la salle Pleyel à l'initiative de Rostropovitch. Estrella, récemment libéré des prisons uruguayennes, sera présent. Les radios et les télévisions étrangères seront présentes à ce concert. Les 1 200 places gratuites déposées au guichet de la salle Pleyel sont parties en 10 minutes.

Communiqué des comités Amnistie Bretagne

Les Comités Amnistie-Bretagne dénoncent fermement la mise en isolement à la prison de Fontainebleau de Yann Puillandre, incarcéré depuis plus d'un an et demi. Cet isolement constitue une grave entrave à l'application du statut spécial réservé à toute personne poursuivie devant la Cour de Sureté de l'Etat (impossibilité de pratiquer un sport quelconque, de voir ses co-détenus, etc.) qui n'est motivée que par une volonté délibérée d'atteindre Puillandre physiquement et psychologiquement. Ils protestent contre le refus de mise en liberté conditionnelle de Michel Hellequin. Ce fait est d'autant plus grave, que pour la première fois, un condamné politique, présentant toutes les garanties nécessaires se voit refuser ce droit qui pourtant est accordé aux condamnés de droit commun dans les mêmes conditions.

Préparation à Quimper d'une manifestation de soutien à Clet Ansquer

Surcroît d'activités dans le Sud-Finistère : on prépare en effet la manifestation de soutien à Clet-Ansquer ; le PS et le PSU y ont appelé, les marxistes-léninistes, bien entendu s'y associent. Lundi, Alain-Pierre Condette, qui exploite la bergerie construite sur le site prévu pour la centrale a porté plainte contre les gendarmes-mobiles parachutistes : c'est en effet un projectile lancé de leurs rangs qui l'a blessé au visage samedi, alors qu'il prenait des photos. Plusieurs témoins dont Mr Peuzat, adjoint au maire de Douarnenez, ont nettement vu la bouteille remplie de peinture venant d'un groupe de flics. Alain-Pierre Condette a dû se faire poser plusieurs points de suture. Mardi matin, les gardes-mobiles ont eu beaucoup de mal à arriver jusqu'au bourg de Pleaden Cap Sizun, de nombreux barrages d'arbres ont nettement ralenti leur progression. Un imprudent photographe qui prenait les flics de trop près à leur goût a eu droit à un contrôle d'identité ; de plus, les gardes-mobiles lui ont piqué sa carte professionnelle. De brefs incidents ont à nouveau éclaté à Plogoff mardi soir, au moment du départ des mairies. Enfin, un projet de construction de centrale dans la Vienne vient d'être révélé. Des notables locaux ont déjà donné leur accord. Le début de l'enquête d'utilité publique est prévu pour la fin de l'année.

Correspondant QUIMPER

A propos des événements d'Afghanistan

Défendre les principes de la CGT

Les événements qui viennent de se dérouler le week-end dernier en Afghanistan interpellent de manière extrêmement brutale tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, consciemment ou pas, ont pris partie pour l'intervention soviétique.

C'est par milliers, par dizaines de milliers même, que les Afghans ont manifesté contre l'occupant. La réalité s'impose : on ne peut pas ne pas la voir clairement en face : le peuple afghan ne veut pas des soviétiques ; il s'est engagé dans la voie de la résistance à l'occupation étrangère. Cette lutte réclame le soutien des travailleurs français. Pour les militants de la CGT, cela signifie en tout premier lieu d'intensifier dans leurs rangs la bataille aujourd'hui essentielle pour une condamnation publique de l'intervention soviétique.

Domage que la délégation de la CGT ne soit pas restée plus longtemps en Afghanistan. Même en limitant ses investigations à la capitale, elle aurait pu se rendre compte le week-end dernier de l'immense colère populaire contre l'occupation soviétique. Osera-t-on encore nier cette réalité qui crève les yeux : le

peuple afghan ne veut pas des chars russes, ne veut pas de l'occupation de son pays par les armées soviétiques, ne veut pas du pouvoir fantoche importé par Antonov 12, dans les bagages des militaires russes.

Par dizaines de milliers, les Afghans sont montés sur les toits de leurs maisons, sont

descendus dans la rue, ont édifié des barricades, ont affronté les blindés courageusement avec des cocktails Molotov ; souvent, ils n'avaient que de simples bâtons. La répression a été féroce : les MIG et les hélicoptères pilotés par des soviétiques ont déversé des bombes dans les rues de Kaboul, des unités soviétiques ont tiré dans la foule en compagnie des débris de l'armée afghane. Il y a eu des centaines de morts.

DESCERTITUDES

Tout cela est certain, les témoignages de diverses sources sont accablants et irréfutables :

1° L'intervention des russes en Afghanistan est une agression caractérisée contre un état souverain.

2° Le peuple afghan avec ses particularités propres, les moyens qui sont les siens dans l'étape où il se trouve, a engagé la résistance de manière massive contre cette agression.

Dans une telle situation, les syndicalistes, les militants de la CGT sont concernés. C'est si vrai que la Commission Exécutive confédérale a éprouvé la nécessité d'envoyer une délégation à Kaboul. C'est si vrai que chaque semaine, le dénommé Tartakouski noircit plusieurs pages dans la *Vie Ouvrière* pour expliquer que les Afghans sont libérés et qu'ils ont accueilli dans leur immense majorité les russes en sauveur.

Que l'on ne vienne pas nous dire que l'Afghanistan est loin et que cela ne nous concerne que très indirectement. La

CGT a toujours pris position pour l'indépendance des pays et des peuples. Souvent elle a mené campagne contre les interventions extérieures. Avant d'accuser les autres de s'indigner à sens unique, il faut que la solidarité avec les peuples en lutte pour l'indépendance s'applique dans tous les cas : hier le Vietnam, les pays africains ; aujourd'hui l'Afghanistan. Et, s'il-vous-plait, que l'on ne prenne pas pour argent comptant les affabulations des aventuriers mis au pouvoir à Kaboul par les chars russes*.

DEFENDRE LES PRINCIPES DE LA CGT

Certain parti politique déploie une grande énergie pour entrainer complètement dans son sillage la CGT à soutenir l'intervention soviétique. Il emploie les importants moyens dont il dispose dans les rangs de la Confédération pour ce faire. Ainsi, la prétendue position de neutralité de la direction confédérale est vite devenue une position de soutien à peine déguisée. Officiellement, pas de position mais dans les faits, on diffuse activement les « arguments » qui vont dans le sens du soutien.

Beaucoup de militants, y compris des membres du PCF

ne se reconnaissent pas dans ces positions ni dans cette manière de faire. Il n'y a aucun doute sur l'ampleur du mécontentement dans les rangs de la CGT. Un certain nombre d'organisations n'ont pas attendu le soulèvement populaire du week-end dernier pour condamner publiquement l'agression russe et exiger le retrait des forces d'occupation.

Les événements qui viennent de se dérouler en Afghanistan seront sans aucun doute l'occasion pour les militants de réposer le problème, de réactiver la lutte pour obtenir dans leurs sections, dans leurs syndicats, dans leurs UL, dans leurs fédés une condamnation nette et publique de l'intervention soviétique. C'est cela qui est conforme aux principes défendus par la CGT.

Gérard PRIVAT

* Les mœurs politiques des Taraki, Amin, Karmal s'apparentent plutôt au gangstérisme. Les divergences se régulent le plus souvent à la mitrailleuse. La délégation de la CGT a - entre autres - longuement conversé avec Ali Keshmand, alors ministre du plan. Le corps de celui-ci vient d'être ramené de Moscou où il est décédé des suites - paraît-il - d'une maladie.

Super M-Montpellier

Elargir la lutte et le soutien, c'est vital pour les grévistes !

Samedi 23 février, 15 heures. Au piquet de grève de l'une des trois entrées. Il pleut. Il pleut depuis ce matin ; une pluie fine et froide qui pénètre et qui glace. Ici, dans les villes du midi, quand il pleut, on trouve ça anormal et on est contrarié, agacé. Pourtant les grévistes ont le sourire ! Il faut dire que le parking du magasin est désert, et sous la pluie c'est encore plus triste, le patron doit se mordre les doigts ! Les clients dans leur grande majorité comprennent et soutiennent les employés. Et puis, ceux qui veulent à tout prix acheter, n'osent pas forcer le piquet de grève en voiture, la pluie leur enlève l'envie de marcher à pied. «*Finalement cette pluie nous arrange bien !* » disait une gréviste en buvant le café chaud apporté par des camarades du PCML. «*C'est parti pour un moment cette grève, le directeur ne veut rien entendre, il dit que notre grève c'est du bluff... Il va bien voir !* ».

Lundi 25 février, 10 heures. Les piquets de grève sont toujours là. Les visages des grévistes, reposés par un dimanche à la maison, affichent le sourire. J'étais venu leur apporter un appareil de chauffage à gaz de plein air, il faisait froid samedi. «*Ce n'est pas la peine, on a le soleil ! Le directeur espérait que la pluie de samedi allait nous décourager, mais avec ce soleil, on peut durer quinze jours !* ».

— Où en est-on au niveau des autres supermarchés de la ville ?

— «*A Monoprix, ils tiennent bon et continuent la grève, on s'est rencontré ; à Géant Casino, ils doivent avoir une réunion pour voir s'ils font quelque chose.* »

— «*Mais au niveau des autres supermarchés en France ?* »



Les employées au piquet de grève.

— «*On a téléphoné aux magasins, mais quand on demande les délégués, la direction se débrouille pour ne pas nous les passer, on nous dit qu'ils ont une réunion, qu'ils sont en conférence, qu'ils sont absents, etc.* »

— «*Mais l'UL-CGT ou l'union départementale, ne pourraient-elles pas contacter leurs homologues dans les villes où il y a des supermarchés afin de contacter directement les délégués et envisager la coordination des actions ?* »

— «*C'est ce qu'il faudrait faire...* »

Un responsable de l'UD-CGT m'informait lundi soir que la fédération du commerce était au courant, suivait l'affaire, qu'elle avait envoyé un chèque aux grévistes, mais que ça paraissait difficile que d'autres supermarchés partent en grève, que sur Montpellier, le collectif CGT du commerce et l'union locale envisageait d'élargir à tout le commerce, ne serait-ce qu'une heure ou deux de débrayage avec manifestation en ville. Sans doute, cela serait une bonne initiative, qui ac-

centuerait la pression sur la direction de Super M et Monoprix, mais si au lendemain de cette manifestation les directeurs ne veulent toujours pas accorder les revendications ? Les travailleurs vont-ils devoir rentrer sans rien ? Voilà pourquoi il faut élargir le soutien sur toute la ville, populariser la lutte, faire des collectes, afin de donner aux grévistes les moyens de tenir bon. C'est dans ce sens qu'a travaillé le PCML en diffusant 500 tracts et en collectant 803 F au Triton-la-Pailade. C'est dans ce sens qu'il faut continuer pour faire céder les patrons de Super M et Monoprix.

Pour tout message de soutien, écrire au collectif du commerce CGT.

Union locale CGT, rue du Carre du Roi, 34000 Montpellier

Michel LOPEZ

Après une semaine de grève, les employés de Super M à Montpellier tiennent bon. De 10 heures du matin jusqu'au soir, ils participent toujours très

nombreux aux piquets de grève aux entrées du supermarché. Cette participation, cette présence devant le magasin, plus longue bien souvent que pendant le travail, pose des problèmes à chacun et chacune (puisque il y a une majorité de femmes) notamment pour la garde des enfants, d'autant plus qu'ici, ce sont les vacances, alors, on prend les enfants avec soi ou bien la famille s'en charge, ou bien encore on les fait garder, mais cela coûte cher, d'autant plus que l'argent ne rentre pas. En tout cas, les grévistes gardent le moral. Pour le moment, les seules propositions qu'a su faire la direction, c'est de dire au personnel d'être raisonnable, de cesser les piquets de grève pour laisser rentrer les clients et qu'à ce moment là elle examinerait les revendications !

Par ailleurs, nombre de travailleurs voient bien la nécessité de populariser leur lutte : localement, auprès des autres supermarchés et des autres entreprises (des tracts ont déjà été distribués aux divers supermarchés, des contacts pris avec les différentes sections CGT, et aussi une diffusion de tracts a été effectuée aux portes de la succursale Renault), et nationalement dans les Super M et Monoprix : mardi 26 février, le Super M de Meaux (région parisienne) devait faire un débrayage de deux heures. Si en effet, ils sont organisés et épaulés par leurs syndicats, soutenus par un nombre croissant de travailleurs, de partis et de personnalités politiques, les employés Super M pourront gagner sur leurs revendications.

Correspondante
MONTPELLIER

Aix-en-Provence

Etablissements Coq : menaces sur l'emploi

L'entreprise Coq est la plus vieille usine d'Aix-en-Provence. Au siècle dernier, c'était une entreprise familiale de chapeaux de feutre. Au début du siècle, elle transforma sa production et se mit à fabriquer du matériel viticole. En 1970, elle fut la première entreprise française à importer la machine à vendanger américaine, afin de l'adapter au vignoble français. Ce fut une belle réussite.

Depuis plusieurs années, les établissements Coq sont aux prises à de multiples difficultés financières, malgré le succès de la production, et le personnel salarié est passé de 427 en 1975 à 180 aujourd'hui. Ces difficultés s'expliquent par la concurrence de plus en plus aigüe dans ce secteur entre les cinq concurrents en place, concurrence avec tentative de restructuration où les plus gros essaient d'avaler les plus petits.

En 1975, Coq dépose son bilan. Un concordat est passé entre la maison Coq et les créanciers. Une société d'exploitation est créée, dont le capital est fourni à 98 % par la CMMC (Construction Mécanique et Chalonnaise), un concurrent sur le marché viticole. Coq reste propriétaire des murs, mais passe un contrat de location-gérance avec la société d'exploitation est créée, dont le capital est fourni à 98 % par la CMMC (Construction Mécanique et Chalonnaise), un concurrent sur le marché viticole. Coq reste propriétaire des murs, mais passe un contrat de location-gérance avec la société d'exploitation. Un PDG est nommé par la CMMC.

En 1977 et en 1978, la société d'exploitation a un besoin d'apport financier. Le trust

Leroy-Sommer apporte les capitaux à la CMMC, évince l'ancien PDG et en met un à lui. Durant toutes ces années, à chaque manœuvre financière, correspond une charrette de licenciements. Mais cela ne suffit pas. Pour s'assurer l'ensemble du marché, la CMMC vient, par l'intermédiaire du conseil d'administration, de déposer le bilan. Ce qui entraîne le non-paiement du contrat de location-gérance et donc l'impossibilité pour la maison Coq d'honorer le concordat. De plus, le fournisseur ne livre plus et la production s'est arrêtée. Il est vraisemblable que le but de l'opération derrière lequel Leroy-Sommer se cache, c'est d'une part devenir définitivement propriétaire des locaux, et d'autre part, une réorganisation de la production entre Chalon et Aix. Une fois de plus, les salariés risquent fort de faire les frais des manipulations des requins de la finance. Et le personnel risque de connaître à nouveau les licenciements.

Pour s'opposer à de telles manœuvres, l'intersyndicale CGT-CGC a engagé tout de suite le combat. Samedi 7 février, défilé dans Aix des travailleurs de Coq avec leurs machines ; le lendemain, journée portes ouvertes. Après quelques jours d'occupation de l'usine, le travail a repris de façon à recevoir la paie de février. Mais à la fin du mois, tous les emplois sont menacés. C'est certainement une lutte de longue durée qui s'engage aujourd'hui, et tout doit être fait pour mettre en échec cette politique de restructuration. Sauver tous les emplois, maintenir l'activité de Coq, voilà l'objectif.

Correspondant
AIX-EN-PROVENCE

400 soldats vietnamiens violent le sol thaïlandais

Selon les agences de presse Reuter et UPI, une unité composée de 400 soldats vietnamiens et fantoches cambodgiens ont pénétré en territoire thaïlandais, violant de nouveau la souveraineté territoriale de ce pays, sur une profondeur de 1 km.

Après une riposte de l'artillerie thaï et un appel au haut-parleur, l'unité s'est retirée au Cambodge.

Déjà, des obus tirés depuis le Cambodge sont tombés à plusieurs reprises en Thaïlande, mais c'est la première fois qu'une unité entière viole ainsi le territoire thaïlandais.

Ce fait révèle le côté mensonger de la proposition de Hanoi de retirer quelques troupes du Cambodge occupé depuis plus d'un an.

Accord économique entre la Yougoslavie et la CEE

Un accord préférentiel de coopération vient d'être signé entre la Yougoslavie et le marché commun européen.

Désireux de marquer leur volonté d'un développement des relations avec la Yougoslavie, à un moment où la tension internationale s'accroît avec l'intention militaire russe en Afghanistan, les 9 ont répondu favorablement à un certain nombre de conditions mises par Belgrade pour la signature de cet accord.

Comme le souhaitait Belgrade, l'accord mentionne que la Yougoslavie est un pays méditerranéen en voie de développement, socialiste et non-aligné.

Sur le plan économique, l'accord prévoit que les produits industriels yougoslaves auront accès au marché des 9 en franchise des droits de douane. En outre, le marché commun a accepté que la quantité de viande bovine yougoslave soit augmentée de 24 000 à 40 000 tonnes, sans droits de douane, et la quantité de vin est passé de 8 000 hectolitres à 12 000.

Grande-Bretagne

Sidérurgie, négociations dans l'impasse

Les négociations qui ont repris vendredi entre les représentants des sidérurgistes et la direction de la British Steel Corporation n'auront duré que cinq heures avec pour seul résultat que la dernière proposition patronale se monte à 14,4 % d'augmentation, au lieu des 14 % antérieurs (les sidérurgistes veulent 20 %). A Rotherham, un incendie criminel a ravagé les bureaux de la branche locale du syndicat des sidérurgistes, un syndicaliste s'est blessé en sautant du bâtiment en flammes.

Alors que le conflit de l'acier entre dans sa huitième semaine, les dirigeants du Trade Union Congress liés au parti travailliste, freinent la lutte des travailleurs car ils préfèrent négocier avec les Torys «sociaux» tel Prior, ministre de l'emploi.

Toutefois, certains dirigeants syndicaux comme ceux du pays de Galle, sont d'accord avec les «shop stewards» (délégués d'ateliers) pour engager une lutte plus vigoureuse.

TUC CONTRE «SHOP STEWARDS»

Le Trade Union Congress est très puissant sur le papier, tant au niveau des moyens financiers qu'au point de vue numérique puisqu'il coordonne en principe près de 13 millions de syndiqués, mais il n'est pas réellement un état-major, et il n'y a guère d'unité d'action. Les grands syndicats tels le Transport and General Workers Union (TGWU), transporteurs, 2 millions de syndiqués) et l'Automated Union of Engineering Workers (AUEW, métallistes) peuvent même se concurrencer. Ayant peu de

permanents, 2 800, et peu de pouvoir de décision, la bureaucratie syndicale se voit doubler sur le terrain par les «shop stewards», ou délégués d'ateliers qui sont plus de 200 000.

Les «shop stewards» qui sont un mélange de délégués du personnel et de délégués syndicaux peuvent être, eux aussi, en désaccord avec les ouvriers eux-mêmes. Plusieurs milliers d'entre eux sont des permanents. Et il y a toute une hiérarchie parmi eux.

Si l'autonomie dont ils jouissent leur permet d'impulser des luttes, parfois contre l'avis des Trades Unions, (grèves sauvages), si comme chez les sidérurgistes actuellement, ils peuvent même imprimer des journaux très combatifs, («Real steel news»), les relations entre eux et la base ouvrière sont instables et les divisions syndicales sont parfois utilisées par le patronat et le gouvernement. Comme on l'a vu notamment à la British Leyland, où les ouvriers n'ont pas voulu continuer des mouvements de solidarité pour faire réintégrer Derek Robinson, shop steward licencié, mais aussi au Pays de

Afghanistan

Les émeutes de Kaboul ont montré la faiblesse du pouvoir fantoche

Après les violents affrontements qui ont duré de vendredi à lundi midi, la tension semble s'être relâchée mardi à Kaboul. Toutefois, un grand nombre de commerçants avaient encore leur boutique fermée.

Alors qu'une série d'affrontements venait d'avoir lieu, deux importants convois militaires russes sont arrivés dimanche soir à Kaboul, après avoir emprunté leur principale voie de ravitaillement vers la capitale.

ARRESTATIONS, DISPARITIONS...

Après les principaux affrontements, Radio-Kaboul, en fait contrôlé par les Russes, a déclaré que 500 personnes avaient été arrêtées.

Depuis le premier coup d'État prosoviétique d'avril 1978, rares sont les familles qui n'ont pas eu à subir les conséquences de la dictature prosoviétique mise en place. Qui n'a perdu un frère, une sœur, un parent... des disparus, des victimes des é-



Dans le bazar de Kaboul, avant la grève.

purations répétées à l'occasion de changements de marionnettes au pouvoir.

Selon des informations non confirmées, il y aurait des arrestations nocturnes à Kaboul. De nombreuses familles, après la disparition d'un parent, vont de ville en ville et de prison en prison pour essayer d'avoir des informations.

Surtout depuis le dernier coup d'État du 27 décembre 1979, de nombreux jeunes ont rejoint la guérilla et les maquis dans la montagne.

Les rares témoins occidentaux rapportent qu'il règne à Kaboul une atmosphère de peur, peur de parler librement : toute personne parlant à un journaliste occidental risque d'avoir des ennuis.

MENACES SUR LES REFUGIES AU PAKISTAN ?

Le gouvernement pakistanais dément que des citoyens pakistanais aient été impliqués dans les émeutes de ce week-end et s'inquiète de l'arrestation de ses ressortissants. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a déclaré : «Les mensonges répandus par le régime de Kaboul ne trompent personne et ne font que révéler sa faiblesse et son manque de crédibilité tant à l'intérieur qu'à l'étranger». Etant donné que la clique de Brejnev et ses valets locaux font porter la responsabilité des émeutes sur le Pakistan, les USA et la Chine, les dirigeants pakistanais redoutent d'éventuelles offensives russes contre les camps de réfugiés au Pakistan.

BOMBARDEMENTS : VILLAGE RASÉ

En province, les combats semblent se poursuivre. Selon le Parti islamique, l'armée russe a bombardé le district d'Iman Sïaid, dans la province de Koundouz et a lancé une vaste contre-offensive.

Au cours des combats, le village de Koha-Daman aurait été complètement rasé et environ 700 personnes auraient ainsi été massacrées.

LA SITUATION EST GRAVE... RECONNAISSENT LES OCCUPANTS

Les désertions dans l'armée fantoche continuent également. Selon un dirigeant de «l'Alliance Islamique», 23 officiers de la milice afghane et deux anciens membres du Parlement se sont réfugiés au Pakistan. Ils auraient dé-

jà subi une première grande défaite. Mais cela montre qu'il est tenu en échec par tout un peuple en armes et que sans lui, les Karmal et autres soi-disant «révolutionnaires» ne tiendront pas bien longtemps. De même, combien de temps teindrait le pseudo-socialisme éthiopien et le «révolutionnaire» (!) Mengistu, sans l'appui des Russes, contre les guérille-

Un million d'Hazaras meurent de faim

Selon le responsable médical du Parti islamique ainsi que le Front national de la révolution islamique, les blessés sérieux (guérilleros ou civils) ne peuvent supporter plusieurs jours de transport à travers les montagnes afghanes. Ce qui fait qu'ils meurent sur place. Pour eux, aucune assistance internationale n'est prévue d'ici un ou deux mois.

Selon tous les témoignages, les Afghans de nationalité Hazaras connaissent la situation la plus dramatique. Isolés par l'occupant dans leurs massifs montagneux, ils seraient plus d'un million que des fantoches de Kaboul laissent mourir de faim.

claré ne plus vouloir servir «sous une férule étrangère».

Selon l'agence de presse UPI, 4 000 soldats afghans ont, vendredi, retourné leurs armes contre leurs officiers.

Même la presse russe est obligée de reconnaître que la situation est grave pour l'armée d'occupation. L'agence Tass, que personne n'osera étiqueter d'agent de la CIA, va même jusqu'à affirmer que «la révolution afghane et l'indépendance du pays sont en péril» !

Il serait bien précipité d'en conclure que le social-impérialisme russe est en train de subir sa pre-

mière grande défaite ?

A qui fera-t-on croire que c'est la CIA américaine qui donne tant de force au peuple afghan, alors que près de 100 000 soldats soviétiques sont eux directement sur place ?

Alors qu'ils se vantaient du «calme qui règne à Kaboul» et d'un prétendu «soutien de la population», les émeutes de Kaboul marquent un grand pas en avant dans la résistance populaire. C'est en plein cœur cette fois que les forces d'occupation viennent d'être frappées. Aucune «justification» ne pourra masquer ce fait.

Claude LEBRUN

Préavis de grève en Tchécoslovaquie

Pour protester contre l'aggravation de la peine d'un détenu tchèque, membre de la Charte 77, condamné à 6 mois de prison supplémentaires pour avoir fait la grève de la faim, 136 personnes ont adressé une lettre à la mairie de Brno. Ils y demandent la permission de manifester le 15 mars à 11 h pour protester contre cette nouvelle condamnation.

Selon sa mère, le détenu serait en très mauvaise santé et il avait déjà dû être hospitalisé.

Paddy Mc LAUGHLIN

Contre les lois racistes

Nantes : les étudiants préparent la coordination nationale de Rouen

Cette semaine ne connaîtra pas à Nantes les manifestations qui se succèdent depuis maintenant plus d'un mois, appelées par les étudiants pour l'abrogation des décrets Barre-Bonnet-Stoléru, par les MISE (Maîtres d'internat, surveillants d'externat), par les lycéens qui luttent contre la réforme du ponicat, ou encore les élèves des LEP, qui refusent les stages bidons de Beullac. Si le mouvement est suspendu, c'est le fait des vacances, qui à cause du découpage par zones ne surviennent que maintenant dans la région. Mais qu'on ne s'y trompe pas.

Les structures de coordination (étudiantes, MISE et

lycéennes) ne sont pas pour autant en veilleuse. Elles ont toutes été mandatées pour préparer la rentrée de lundi, et maintenir le contact avec lycéens, étudiants et élèves des LEP des régions pour lesquelles les vacances sont finies. Il n'est pas nécessaire de démontrer en quoi cela reste vital : le découpage par zones, par le ministère, constitue un facteur pesant de démobilisation.

C'est ainsi par exemple qu'entre Nantes et Angers, les étudiants en lutte pour les mêmes revendications, n'ont pu prendre jusqu'à présent des initiatives communes que pour la seule semaine dernière.

sur la ville, comprenant toutes les organisations de masse luttant pour la défense des libertés et contre le racisme. Enfin, la proposition a été faite que l'ensemble des commissions syndicales immigration, la commission juridique étudiante, ainsi que les avocats du SAF, le Syndicat de la Magistrature, puissent se réunir régulièrement sur la ville, pour faire le point des menaces d'expulsion et permettre une riposte appropriée.

Le début d'une action commune syndicats-étudiants, les propositions faites depuis lors, constituent un pas très important. Concrétisant la volonté des étudiants de sortir du ghetto universitaire, elles peuvent permettre d'élargir nettement le rapport de force face au pouvoir.

APPEL A UNE GREVE DE TOUTES LES FACs

Mais si au niveau local, les étudiants ont pris des garanties pour voir leur mouvement s'élargir, un pas a été franchi dans la coordination au niveau national. De nombreux étudiants étaient intervenus lors des assemblées générales précédentes sur l'avenir de la lutte si elle se cantonnait au niveau local. L'expérience des étudiants d'Angers qui, après des promesses du préfet, reprennent la mobilisation face à l'envoi d'un avis d'expulsion, est parlante à cet égard. Enfin, il est désormais certain que l'essentiel des expulsions auront lieu pendant les vacances d'été, date à laquelle aucune riposte n'est sérieusement envisageable.

En se plaçant de ce point de vue, les étudiants nan-

tais ont lancé un appel à toutes les autres facultés, pour qu'elles se joignent dès maintenant au mouvement de grève pour l'abrogation des décrets. La coordination nationale des facultés en grève à Rouen ce samedi jouera à cet égard un rôle déterminant. Une lamentable manœuvre de l'UNEF (Unité syndicale) trotskyste, consistait à vouloir mandater les organisations syndicales pour qu'elles organisent et impulsent elles-mêmes le mouvement national. Dans l'impossibilité au niveau local de soumettre les décisions des assemblées générales à leurs manœuvres, l'organisation étudiante de l'OCI entendait au plan national reprendre les choses en mains, son représentant allant jusqu'au chantage : « Sans nous, vous ne ferez rien. » Vite dénoncée, cette tentative de mettre en coupe le mouvement a été nettement sanctionnée par l'assemblée générale. La délégation nantaise à Rouen est mandatée sur des propositions précises, et seules des délégations élues par des assemblées générales pourront prendre des décisions.

Outre les moyens à prendre pour que l'appel à la

généralisation soit suivi d'effet, la Coordination aura à trancher la proposition d'une manifestation nationale à Paris à la mi-mars, et l'établissement de liens solides avec le mouvement lycéen, les élèves de LEP, et le mouvement des MISE.

Placé dans l'attente des résultats de la Coordination et l'assemblée générale de lundi prochain, le Comité de Coordination ne reste pas pour autant inactif. Outre les contacts avec les syndicats, les structures MISE qui sont maintenues, il s'est employé cette semaine à discuter, réfléchir à des initiatives pour la rentrée. Une fête notamment est prévue pour le 5 et 6 mars, comprenant des projections de films, du théâtre, de la musique. Elle sera ouverte à des forums-débats et on attend notamment que ce soit l'occasion pour la grande masse des étudiants de rencontrer les étudiants et les travailleurs étrangers et de débattre avec eux.

Correspondant NANTES

Cependant, tout porte à croire que le mouvement engagé ne s'arrêtera pas là : sans parler des étudiants et des MISE qui ont déjà prévu un appel à la grève dans les établissements pour lundi, une journée d'action au niveau académique le 6 mars, et la tenue à Nantes d'un gala de soutien, il est patent que les étudiants nantais sont portés par une détermination qui n'a pas faibli jusqu'ici : à cet égard, l'assemblée générale de vendredi dernier constituait un test. Alors qu'elle se tenait à la veille des congés, elle a rassemblé autant de monde qu'au début du mouvement. Précédée par le vidage d'un cours de droit qui rassemblait la centaine d'adhérents du SEN, syndicat d'étudiants nantais d'extrême-droite, cette assemblée générale a permis

de mesurer précisément où en était la lutte.

AVEC LES TRAVAILLEURS...

Un point important est constitué tout d'abord par l'institution de liens réels avec les organisations syndicales. En effet, alors que du côté du pouvoir, on reste déterminé à appliquer les décrets racistes, il était impérieux que les étudiants ne restent pas seuls à lutter pour leur abrogation. Réunion jeudi dernier en intersyndical, CGT, CFDT et FEN ont accepté, avec le Comité de Coordination Etudiant, de prendre des initiatives communes. D'ores et déjà, la diffusion d'un tract en direction des entreprises a été décidée. D'autre part, l'intersyndicale doit étudier une proposition de meeting central

Plogoff : multiples initiatives de la population ces derniers jours

La présence policière est de plus en plus mal ressentie dans le Sud-Finistère. La mobilisation continue à se développer. Ainsi, vendredi et samedi, ce sont à chaque fois plus de 1 000 personnes qui ont manifesté à Plogoff au moment du départ des mairies annexes. Samedi vers midi, un groupe d'habitants d'Audierne a barré le passage aux flics qui rentraient à Font-Croix. Puis ce sont plus de 200 personnes qui ont suivi les flics jusqu'à Pont-Croix, près du séminaire où sont casernés les gardes-mobiles. Les manifestants ont fait face aux flics pendant plus d'une demi-heure puis ils se sont rendus au domicile du maire de Pont-Croix où ils ont symboliquement déposé des pierres, afin de protester contre son attitude par rapport à la présence policière. Plus de 600 flics sont en effet cantonnés dans le bourg de Pont-Croix. Lors d'une réunion du conseil municipal, le maire avait répondu à un conseiller qui protestait contre l'occupation policière et ses diverses nuisances : bruits d'hélicoptère, atmosphère pesante, projecteurs allumés toute la nuit et braqués sur les maisons — que la population n'était aucunement gênée ; comme des dizaines d'habitants présents soutenaient la position de ce conseiller municipal, le maire avait levé brutalement la séance, et fait appel à un peloton de gardes-mobiles qui avaient procédé à de nombreux contrôles d'identité ; quelques jours plus tard, ce conseiller municipal a été convoqué à la brigade de gendarmerie où on lui a demandé des explications sur son attitude. En fin, à Plozevet gros bourg situé entre Audierne et Quimper, chaque soir le passage du convoi des gardes-mobiles est salué par des volées de pierres. De nouvelles escarmouches se sont produites lundi soir à Plogoff, mais on ne signale ni blessé, ni arrestation.

Correspondant QUIMPER

Le PCF pour la centrale

Reprenant tous les arguments avancés par EDF, la fédération Sud-Finistère du PCF a publié une déclaration intitulée : « Pour donner à la Bretagne les moyens de son développement : oui au nucléaire. »

Selon le PCF, pour favoriser le redémarrage économique et l'industrialisation, la Bretagne a besoin d'une importante production d'énergie. Or, actuellement, la région Bretagne est tributaire des autres régions pour plus de 90% de son énergie. Le PCF du Sud-Finis-

tère estime que l'on ne peut valablement se battre pour l'industrialisation de la région et pour une vie nouvelle sans mener le combat pour que la Bretagne dispose de l'énergie indispensable à un tel projet...

Le texte poursuit : « Le Parti communiste français est un grand parti responsable et conséquent. Il ne peut donc être pour le nucléaire en général et refuser son implantation ici et là. C'est pourquoi la Fédération du Sud-Finistère du PCF ne dit pas non à l'installation à l'installation

d'une centrale à Plogoff si le site convient. Des études approfondies doivent être faites dans ce sens et débattues avec la population. »

Ce texte a été voté par le comité fédéral moins quatre voix dont celle du maire de Douarnenez qui a voté contre. Il s'était déclaré épouvanté par ce qu'il avait vu lors d'un voyage à Harrisbourg. Il aurait affirmé en privé ne pas se sentir lié par le texte en

question. Des remous ont commencé à se faire sentir au sein du PCF, des militants ont déjà démissionné, d'autres remettent en cause les orientations du comité fédéral. Rappelons que, dans un communiqué publié au début de l'enquête d'utilité publique, la fédération du Sud-Finistère du PCF avait regretté « qu'un certain nombre d'antinucléaires aient créé un climat de haine et de violence qui ne permet pas au débat démocratique de se développer ».

Un simulacre de consultation démocratique Communiqué du syndicat CFDT marins-pêcheurs du quartier maritime de Brest, du syndicat EDF-GDF de Brest et de la section du Centre National pour l'exploitation des océans-Centre océanologique de Bretagne, à Brest

« En juillet 1976, le syndicat CFDT des marins-pêcheurs du quartier maritime de Brest, le syndicat CFDT EDF-GDF de Brest, la section CFDT du CNEXO-COB exprimaient leur position face au programme électro-nucléaire décidé par le gouvernement français. Depuis, les uns et les autres, ont, à plusieurs reprises, de nouveau dénoncé ce programme basé sur le gaspillage, le gigantisme, la concentration des productions d'énergie et le choix du nucléaire dont les risques pour la population et

l'environnement ont des effets irréversibles maintenant et pour des générations. Ils ont redit leurs inquiétudes sur les conséquences écologiques et donc économiques (pêche, agriculture) de l'implantation d'une centrale nucléaire à la pointe de la Bretagne. Ils ont dénoncé la publicité mensongère faite autour d'étude scientifiques qui ne sont que des « Etats des lieux » et non pas de vraies études d'impact. A propos de Plogoff, le communiqué poursuit : « A ces positions, s'ajoute maintenant l'in-

dignation devant le simulacre de « consultation démocratique » que représentent les enquêtes d'utilité publiques et actuellement celle de Plogoff. Alors que la population a maintes fois manifesté son refus d'une centrale nucléaire dans de nombreuses déclarations et manifestations (Brest-Quimper-Plogoff). Le gouvernement se retranche derrière une procédure formelle sous la vigilance des forces de police. (...) De plus, cette enquête est truquée puisque le dossier qui doit permettre à la population

de se faire une idée a été entièrement constitué par EDF, qui ne s'est pas privé de censurer voire détourner les conclusions des scientifiques. Le communiqué termine en demandant « qu'on tienne compte de toutes les formes d'expressions de la population et non seulement d'un cahier d'enquête dont l'expérience prouve qu'il s'agit au moyen d'un simulacre de démocratie d'empêcher qu'un réel débat démocratique soit organisé ».

Le Quotidien du Peuple
 Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
 Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat
 Le Quotidien du Peuple
 Adresse Postale BP 225 - 75927 Cedex 19
 Directeur de Publication : Y. Chevet
 Imprimé par ILN - Paris, Distribué par les NMPP
 Commission paritaire : 56 342

Jusqu'au dernier moment le gouverneur britannique Soames aura démontré sa totale partialité au cours de la campagne électorale au Zimbabwe. Il a multiplié les attaques contre la principale organisation du mouvement de libération, la ZANU. Il a fait arrêter de nombreux membres et dirigeants de cette organisation et menacé d'annuler les élections dans certains secteurs contrôlés par la ZANU. Le prétexte invoqué par Soames c'est que pendant les deux mois de cette campagne électorale, la tension a persisté, les violations du cessez-le-feu ont été nombreuses. Il en rend la ZANU responsable. En fait, c'est l'organisation de la campagne électorale et l'application frauduleuse des accords de Londres qui sont la cause de cette tension.

VIOLATIONS SYSTEMATIQUES DE L'ACCORD DE LONDRES PAR LES BRITANNIQUES

A la fin de décembre dernier, avec la signature définitive de l'accord de Londres, le Zimbabwe sortait d'une période de plusieurs années de lutte de libération armée, des milliers de guérilleros étaient implantés dans des zones libérées ou disséminés dans la brousse. Comment assurer leur regroupement et la garantie du cessez-le-feu. Pendant la conférence de Londres, la ZANU avait proposé plusieurs semaines pour le regroupement et une force internationale (ONU ou Commonwealth) de plusieurs milliers d'hommes pour contrôler le cessez-le-feu. En fait, les Britanniques n'ont laissé que quinze jours pour le regroupement des forces et imposé une force du Commonwealth majoritairement britannique, avec des effectifs squelettiques (1 200 hommes pour un pays presque aussi grand que la France !), alors que la ZANU exigeait une force internationale d'au moins 6 000 soldats, en conformité d'ailleurs avec le plan de règlement anglo-américain avancé en 1978.

Dans le même temps, le gouverneur laissait le champ libre aux «auxiliaires», milices de Muzorewa embauchées par l'Etat raciste, et avançait divers prétextes pour permettre à l'armée rhodésienne de sortir des casernes.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que le regroupement des forces de libération et le cessez-le-feu se soient effectués dans des conditions difficiles.

En effet, selon les termes de l'accord de Lancaster House, le gouverneur britannique, qui avait la responsabilité du «maintien de l'ordre» pendant la campagne électorale, devait faire appel quand cela s'avérerait nécessaire à l'une ou l'autre des deux forces «légitimes», c'est-à-dire l'armée rhodésienne ou l'armée de libération. Cela vou-

lait dire que chacun des commandements militaire devait intervenir pour rappeler à la discipline les éléments de ses troupes qui ne se seraient pas regroupés aux endroits convenus ou qui enfreindraient le cessez-le-feu. Or, le gouverneur Soames a fait appel exclusivement à l'armée rhodésienne qu'il a fait intervenir contre des militants de la ZANU ou contre des guérilleros qui n'avaient pas encore rejoint les points de regroupement. C'est ainsi que les forces rhodésiennes ont abattu des guérilleros qui venaient se rendre après la date limite du regroupement.

PROVOCATIONS ATTRIBUEES A LA ZANU

La liberté d'action ainsi accordée à l'armée rhodésienne et aux milices de Muzorewa leur a donné l'occasion de monter toute une série de provocations attribuées par la suite à la ZANU. Il ne faut pas oublier que les forces spéciales du régime raciste, en particulier les «Selous Scouts», ont toujours monté des provocations au cours de la guerre, attaquant des villages ou des missions en arborant des insignes de la guérilla. Un grand nombre d'actes de terrorisme attribués à la ZANU pendant la campagne électorale porte la marque de ces spécialistes de l'intoxication, qui se sont illustrés durant la guerre par divers massacres, notamment ceux perpétrés contre les camps de réfugiés au Mozambique.

Une série d'attentats contre les églises ont été commis en février, avec des tracts de la ZANU laissés en évidence : alors que l'organisation de Robert Mugabe entretient de bons rapports avec l'église et en particulier avec les missionnaires. Ces provocations grossières ont fourni des arguments aux détracteurs de la ZANU jusqu'au jour où les deux Selous Scouts qui commettaient ces attentats se sont faits sauter accidentellement avec la bombe qu'ils venaient poser devant une église de Salisbury !

LA POPULATION CONTRE LES «COLLABOS»

Un autre grief avancé par le gouverneur britannique contre la ZANU, c'est le fait que la campagne électorale ne puisse se dérouler «normalement» dans certaines zones contrôlées par cette organisation. Soames n'ignore pourtant pas que dans la brousse du Zimbabwe, après quatorze ans de pouvoir raciste et de guerre de libération, il ne règne pas l'atmosphère paisible de Hyde Park ! Les habitants de ces régions ont vécu et combattu pendant des années avec les guérilleros qu'ils considèrent comme leurs libérateurs ; avec eux ils ont commencé à s'organiser et à prendre leurs affaires en main. Ils ont été attaqués et bombardés à de multiples

Elections au Zimbabwe (Rhodésie) Nouveaux risques de guerre en Afrique australe



Par Jean-Pierre Champagny

Combattants de la ZANU dans la brousse : «Nous n'existons que par le soutien dont nous disposons dans le peuple...»

reprises par l'armée raciste, aidée par les milices de Muzorewa. Quand, ils voient ces mêmes milices revenir pour tenter d'organiser des meetings et pour les menacer, ils ne les accueillent pas les bras ouverts. Parce que la population rejette elle-même les collaborateurs, le gouverneur affirme que la «liberté d'expression» est compromise et compte prendre prétexte de cela pour annuler les élections dans ces circonscriptions.

Toutes ces manœuvres de l'administration britannique ont un même but : empêcher la ZANU de gagner les élections, ou, si elle n'y parvient pas, du moins laisser en partant une situation suffisamment explosive pour provoquer une guerre civile qui mette en cause et affaiblisse le pouvoir que la ZANU aurait pu conquérir. Une telle situation ne manquerait d'ailleurs pas d'être exploitée par l'Afrique du Sud qui justifierait par là son intervention, celle-ci pouvant prendre la forme de pressions, manœuvres, ingérences diverses, ou carrément d'une expédition militaire. D'ailleurs, en refusant d'expulser les mercenaires étrangers de l'armée rhodésienne, la Grande-Bretagne ne souligne-t-elle pas sa volonté de voir se maintenir sur place, au Zimbabwe, les 7 000 soldats sud-africains qui portent l'uniforme rhodésien ?

L'INFLUENCE INCONTESTEE DE LA ZANU

Cependant, si l'on peut faire un premier bilan de cette campagne électorale, ce qui en ressort, c'est l'importance de l'influence et de l'implantation de la ZANU dans tout le pays. Un des baromètres de sa popularité a été la série de meetings que la ZANU a tenu dans toutes les villes, y compris dans celles où les autres partis sont implantés. Ces réunions qui sont plus des regroupements de partisans et de sympathisants que des réunions d'information préfigurent certainement le vote de cette semaine. La foule réunie à l'occasion du retour de Mugabe dépassait certainement le million (dans un pays de sept millions d'habitants), alors que la police avait arrêté des cars de sympathisants qui s'y rendaient.

En fait, aujourd'hui toutes les analyses convergent pour estimer que, si les élections se déroulent normalement, la ZANU devrait l'emporter dans quarante circonscriptions au moins sur quatre-vingts. La campagne menée par le gouverneur britannique contre la ZANU semble échouer, car les Zimbabweens voient dans cette campagne la preuve que la ZANU est la plus conséquente dans la défense des intérêts du peuple du Zimbabwe. Même des éléments de la petite bourgeoisie citadine et de la bourgeoisie noires jusqu'ici peu favorables à la ZANU, se rallient à elle, afin de ne pas voter pour des perdants. Cependant, si la ZANU obtient une majorité d'un ou deux sièges, il suffirait au gouverneur d'invalider les élections dans quelques circonscriptions pour les lui faire perdre.

QUEL GOUVERNEMENT DE COALITION ?

On sait que l'unité de la ZANU et de la ZAPU dans le Front Patriotique a semblé remise en question au cours de cette campagne électorale, puisque les deux organisations ont présenté des listes séparées. Dans une interview accordée ces derniers jours à l'hebdomadaire *Demain l'Afrique*, Robert Mugabe s'en expliquait une nouvelle fois : «Nous avons besoin

de nous présenter seuls pour savoir de quel soutien nous disposons en tant que parti. Nous n'existons que par le soutien dont nous disposons dans le peuple, et il en va de même pour la ZAPU. Que chacun fasse la preuve de son influence dans le pays et nous pourrions alors construire une véritable alliance sur des bases claires». En effet, le président de la ZANU considère que l'alliance du Front Patriotique n'est pas rompue : «Même si nous obtenons la majorité, il y aura une coalition. Nous pensons que c'est nécessaire».

Nkomo, président de la ZAPU, pour laquelle on s'accorde à prévoir des résultats assez faibles (il pourrait ne venir qu'en 3e position après Muzorewa) est moins clair sur ses projets. «On ne plannifie pas à l'avance une coalition, dit-il, nous n'allons pas devant les électeurs dans l'intention de participer à une coalition gouvernementale. La coalition, c'est pour après».

En effet, le président de la ZAPU n'exclut aucune solution, même dangereuse pour le peuple, puisqu'il vient de lancer avec l'évêque Muzorewa un appel pour un gouvernement de coalition. Ce rapprochement de la ZAPU avec l'évêque collaborateur des racistes, coïncide de manière inquiétante avec les manœuvres de la Grande-Bretagne et la campagne menée contre la ZANU. Verra-t-on se forger l'alliance du candidat de l'Afrique du Sud, Muzorewa, avec Nkomo, dirigeant de la ZAPU, qui compte parmi ses principaux collaborateurs des prosoviétiques notoires, et qui est avalisé à la fois par l'URSS et par le raciste Ian Smith ?

Il semble bien, en tout cas, qu'on assiste aujourd'hui à un consensus des grandes puissances contre l'arrivée au pouvoir de la ZANU. Ce qu'elles ne peuvent admettre, c'est la volonté de cette organisation d'instaurer un véritable pouvoir populaire, c'est son esprit d'indépendance et de non-alignement dont la ZANU a toujours fait preuve. Un Zimbabwe authentiquement indépendant serait un rude coup porté aux intérêts des puissances occidentales et de l'URSS en Afrique.

Le CNPF britannique fait la quête pour l'évêque

Selon le *Guardian*, le CBI (CNPF britannique) est impliqué dans la collecte de fonds destinée à soutenir l'UANC, le parti de l'évêque Muzorewa. C'est Philip Dunkley, président du groupe des patrons de la CBI, ayant des activités en Rhodésie, qui a lancé un appel aux patrons britanniques. Ce Dunkley est également président de la Mitchell Cotts, compagnie de transport et de commerce internationale liée à l'Afrique du Sud. L'organisation de la collecte a été assurée par le commandant John Ormont, travaillant avec les services secrets britanniques. Celui-ci a surtout demandé aux patrons britanniques de financer Muzorewa par l'intermédiaire de leurs filiales en Rhodésie. Celles-ci disposent en Rhodésie de fonds très importants, étant donné que les profits dans ce pays ont été bloqués pendant quatorze ans à cause de l'embargo international, qui visait le régime du raciste Smith. Muzorewa a été également soutenu

grâce à des collectes faites aux USA et en Afrique du Sud.

C'est pourquoi, l'évêque a pu se payer une campagne électorale à gros budget, avec y compris un orchestre pop et des majorettes.

Mais, le spectacle n'a guère fait recette. Les meetings de Muzorewa ont été désertés. De nombreuses observations des journalistes qui se trouvent sur place, il ressort qu'après quelque mois de pouvoir, Muzorewa, le fantôme noir, est complètement déconsidéré. «Il a fait beaucoup de promesses et il n'a rien tenu». «Il s'est surtout occupé des Blancs» entend-on un peu partout.

Ce qui est plus inquiétant que le carnaval de l'évêque, c'est que l'argent envoyé par le patronat britannique et par l'Afrique du Sud, a certainement servi pour l'achat d'armes dont les milices de Muzorewa risquent de se servir après leur déroute électorale probable.